



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 25 (2023)

Faits saillants

- ❖ Vietnam : 4^{ème} baisse consécutive des taux directeurs
- ❖ Indonésie, Singapour : recul de l'inflation en mai
- ❖ Thaïlande : les résultats des élections validés par la Commission électorale

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

16,9 Md\$

Flux record d'IDE à destination de la Malaisie en 2022 (+48%)

Région

Singapour 4^{ème} du classement mondial de la compétitivité de l'IMD, la plupart des autres pays de la région affichent des progrès sensibles

L'Institute for Management Development (IMD) de Genève a publié cette semaine la version 2023 de son World Competitiveness Ranking, en tête duquel se classent aux 3 premiers rangs le Danemark, l'Irlande et la Suisse. Singapour se classe cette année en 4^{ème} position et perd une place, mais demeure le pays le mieux noté en Asie-Pacifique devant Taiwan (6^{ème}) et Hong Kong (7^{ème}). Les autres pays de la région couverts par le rapport affichent une progression notable, à l'exception des Philippines (52^{ème}, -4 places) : +10 places pour l'Indonésie (34^{ème}), +3 places pour la Thaïlande (30^{ème}) et +5 places pour la Malaisie (27^{ème}). La particularité de ce classement international, très relayé dans les médias, reste de s'appuyer en grande partie sur indices de perception de la compétitivité reposant sur des données d'enquêtes réalisées par des partenaires locaux de l'IMD dans chaque pays couvert, ce qui explique que les résultats soient parfois contre-intuitifs : l'Arabie saoudite serait, selon le classement de cette année, plus compétitive que l'Allemagne, la Malaisie que le Royaume-Uni ou la Thaïlande que la France.

Travaux en cours sur la gouvernance de l'IA à l'échelle régionale

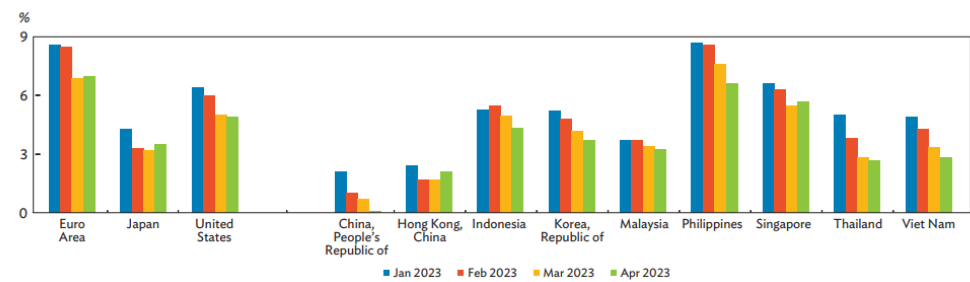
Les pays d'Asie du Sud-Est sont en train d'élaborer des lignes directrices en matière de gouvernance et d'éthique pour l'intelligence artificielle (IA) afin d'imposer des "garde-fous" à l'échelle de l'ASEAN. Les travaux ont été lancés en début d'année et devraient aboutir dans les mois qui viennent à la publication d'un « ASEAN Guide on AI Governance and Ethics ». Cette initiative traduit également les préoccupations des gouvernements de la région face aux risques en matière de désinformation dans le cas d'un développement incontrôlé de l'IA générative.

Rapport trimestriel de la BAsD sur les marchés obligataires en Asie

Les rendements des obligations d'État des pays émergents d'Asie de l'Est ont baissé sur presque tous les marchés au T2-23 du fait de la baisse de l'inflation et du ralentissement du resserrement monétaire par les banques centrales de la région. La

plupart d'entre elles ont modéré le rythme des hausses de taux, affichant une augmentation totale de 225 points de base pour huit hausses de taux dans la région entre le 1er janvier et le 2 juin. Cela contraste avec une augmentation totale de 850 points de base pour 19 hausses de taux entre le 1er août et le 31 décembre 2022. La banque centrale du Vietnam a été la première à inverser sa politique monétaire en 2023, en abaissant le taux directeur quatre fois depuis avril. Entre le 1er mars et le 2 juin, les rendements obligataires à 2 ans et à 10 ans dans les pays émergents d'Asie de l'Est ont baissé en moyenne respectivement de 36 points de base et de 44 points de base.

Figure A: Inflation in Advanced and Select Emerging East Asian Economies



Note: Data coverage is from January to April 2023.
Sources: Various local sources.

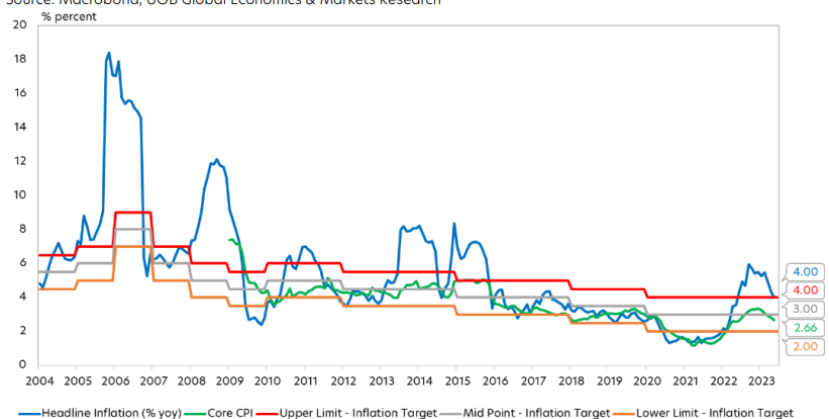
Indonésie

Maintien du taux directeur à 5,75% fin juin et net ralentissement de l'inflation

La banque centrale n'a pas relevé son taux directeur lors de sa réunion mensuelle, lequel se maintient à 5,75% depuis février 2023, dans un contexte de ralentissement de l'inflation. En effet, l'inflation sous-jacente était revenue dans la cible de 2%-4% au premier trimestre (2,66% en g.a. en mai) et l'inflation de l'IPC s'y est également conformée en mai (4,0% en g.a.), après avoir culminée à 6,0% en septembre 2022. Bank Indonesia

est une des premières banques centrales de la région à avoir interrompu son cycle de resserrement, ce qui n'a pas empêché le renforcement de la roupie indonésienne, qui s'est appréciée de 4,17% depuis la fin 2022 (en date du 21 juin 2023), soutenue par un compte courant positif et des entrées de capitaux étrangers.

Source: Macrobond, UOB Global Economics & Markets Research



Malaisie

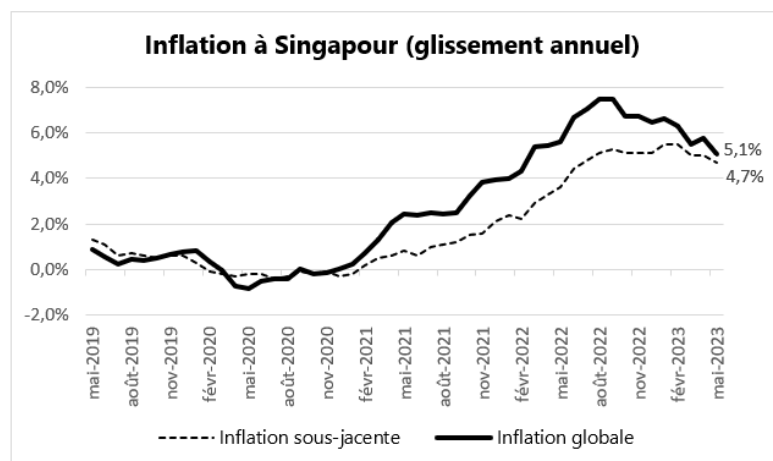
2022, nouvelle année record pour les IDE en Malaisie

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants ont augmenté de près de 48% en 2022, à 16,9 Mds USD (4,1% du PIB), les États-Unis représentant 50,8% du total, devant Singapour (15,2%), la Chine et Hong Kong (13,3%), le Japon (12,9%) et l'Allemagne (4,8%). Le secteur manufacturier représente 66,4% des entrées d'IDE, principalement dans l'électronique et les transports. Le stock d'IDE entrants a progressé de 12,4%, à 199 Mds USD (49,1% du PIB) dont 44,8% dans les services, et 43,5% dans l'industrie manufacturière. La France (0,9% du stock) devient le 18^{ème} pays investisseur en Malaisie (17^e en 2021), dépassée par l'Autriche (1,0%), malgré une hausse de 8,4% des investissements français. Le stock d'IDE malaisiens à l'étranger enregistre quant à lui une croissance de 11% (138,1 Mds USD, 34,0% du PIB) avec des investissements réalisés pour 42,2% dans le secteur financier et d'assurance. Les principaux pays de destination sont Singapour (20,9% du stock), l'Indonésie (10,4%), les Pays Bas (6,4%), les îles Cayman (5,8%) et le Royaume Uni (5,8%).

Singapour

Recul de l'inflation en mai à 5,1% en glissement annuel

L'inflation globale à Singapour a atteint 5,1% le mois dernier en glissement annuel, en baisse par rapport au mois précédent (+5,7% g.a) et surprenant à la baisse les analystes qui s'attendaient à une inflation légèrement supérieure (+5,5%). L'inflation sous-jacente, qui exclut les coûts des transports privés et du logement, a également diminué à 4,7% en mai, contre 5,0% en avril. L'inflation a ralenti pour les principales grandes catégories que sont les transports privés (+7,2% g.a. en mai, contre +10,4% en avril), les services (+3,9% contre +4,3%) et les produits alimentaires (+6,8%, contre +7,1%).



Pour l'année 2023, la banque centrale a maintenu sa prévision d'une inflation globale se situant entre 5,5 et 6,5%. Pour rappel, celle-ci n'avait pas resserré sa politique monétaire lors de sa dernière réunion d'avril, bien que la croissance du PIB ait fortement ralenti au premier trimestre (+0,4% en g.a.).

Plusieurs acteurs financiers sanctionnés par la MAS suite à l'affaire Wirecard

Le 21 juin, l'Autorité Monétaire de Singapour (MAS) a infligé des amendes totalisant 3,8 M SGD (2,8 M USD) à DBS, OCBC, Citibank et Swiss Life. Ces derniers ont été sanctionnés pour non-respect de règles visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces sanctions sont liées à l'affaire du fournisseur de paiement allemand Wirecard en 2020, impliquant plusieurs personnes et entités à Singapour. Sur les quatre institutions financières concernées, DBS a reçu l'amende la plus élevée - 2,6 M SGD (1,9 M USD) - pour des manquements ayant eu lieu entre juillet 2015 et février 2020. Malgré ces incidents, la MAS a assuré qu'elle n'avait trouvé aucune faute intentionnelle de la part des employés de ces institutions financières. Par ailleurs, ces dernières ont toutes accepté les amendes et ont pris rapidement des mesures pour corriger les lacunes identifiées.

Actifs ESG singapouriens placés sur la « liste noire » d'un gérant d'actifs néerlandais

En début de mois, plusieurs actifs adossés à l'État singapourien ont été ajoutés sur la « liste noire » du gestionnaire d'actifs néerlandais Van Lanschot Kempen du fait de leur échec à l'un des tests ESG du gestionnaire d'actifs. Ce filtre, s'appliquant à plus de 130 Mds USD d'actifs gérés par Kempen, dont des obligations souveraines, sert en effet d'outil d'aide à la décision des investissements ESG. De façon notable, Singapour figure parmi les rares pays développés n'ayant pas réussi le test, rejoignant des pays tels que la Russie, la Chine et l'Arabie Saoudite. L'impact sur le portefeuille de Kempen devrait être minime, les titres singapouriens en représentant une proportion négligeable. Un responsable de Kempen a indiqué que l'un des critères ayant disqualifié Singapour serait sa gestion inefficace de l'énergie pour protéger la population de la chaleur dans un pays au climat équatorial.

Vietnam

Quatrième baisse des taux directeurs depuis le début de l'année

La banque centrale du Vietnam a annoncé la réduction du taux de refinancement à 4,5%, du taux d'escompte à 3% et du taux interbancaire à 5%, soit une baisse de 50 points de bases pour chacun des taux directeurs. Ainsi, le taux interbancaire retrouve son niveau atteint avant les deux hausses intervenues en septembre et en octobre 2022 et les taux de refinancement et d'escompte se retrouvent seulement 50 points de base au-dessus. Cette décision vise à relancer la croissance via la demande de crédit, en hausse de seulement 3% depuis le début de l'année à comparer avec 8% sur la même période de l'année dernière.

Signature d'un protocole d'entente entre la filiale d'EVN, responsable du réseau électrique, et une société russe dirigée par un individu sous sanctions

Le 18 juin, en marge du 26^{ème} Saint Petersburg International Economic Forum (SPIEF), EVN NPT, filiale à 100% du groupe public EVN et détenant le monopole sur le transport électrique national, a signé un protocole d'entente (MoU) avec l'entreprise russe Rosseti. Rosseti est une entreprise publique spécialisée dans la construction et la gestion du réseau électrique. Son PDG, Andrey Ruymin, est sous sanctions britanniques et européennes depuis mars 2022 et les actions du groupe ont été radiées de la cotation à la bourse de Londres en mai 2022. L'accord entre EVN NPT et Rosseti prévoit la mise en œuvre de projets conjoints, d'échanges technologiques, de programmes de formation ainsi que des coopérations en matière de transformation numérique et de sécurité sur le lieu de travail. Il est également prévu que Rosseti accompagne EVN NPT dans le développement de lignes de transmission, notamment des lignes à haute tension transnationales. Pour rappel, le Plan de développement du secteur de l'énergie 2021-2030 avec vision 2050 (« PDP8 ») prévoit un besoin d'investissements de 15 Mds USD pour la construction et la modernisation de plus de 36 000 km de lignes électriques et de mettre en service plus de 169 000 postes de transformation d'ici 2030. La seule ligne transnationale mentionnée dans le plan concerne celle reliant le Vietnam au Laos.

Mise en place de nouveaux mécanismes européens susceptibles d'affecter les exportateurs vietnamiens

Dans le cadre du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, entré en vigueur le 16 mai, les exportateurs de marchandises à forte intensité carbone devront déclarer, à partir d'octobre 2023, leurs émissions de gaz à effet de serre trimestrielles, avant le paiement d'une redevance par les importateurs d'ici 2026. Pour le moment, plusieurs dizaines d'entreprises vietnamiennes réalisent des calculs d'émissions de carbone, mais d'autres entreprises devraient faire l'objet d'un audit environnemental par le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles. De nombreux investissements sont

en cours pour verdir les unités de production vietnamiennes (1 Md USD investis par Lego pour la construction d'une usine neutre en carbone, 200 M USD par SEP Group pour des usines neutres de production de chaussures, 1 Md USD par Becamex ID et Sembcorp Development pour le développement de parcs industriels verts etc.) afin d'éviter que les exportateurs ne perdent des parts de marché dans l'UE. D'autres mécanismes récemment adoptés (Nouveau règlement UE sur la déforestation importée) ou à l'étude (proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité) devraient également impacter l'activité des entreprises exportatrices.

Thaïlande

Amélioration des fondamentaux économiques

Depuis le début de l'année, certains fondamentaux macroéconomiques de la Thaïlande se sont améliorés. Sur le front de la balance des paiements, le pays renoue de nouveau avec un solde courant nettement excédentaire, atteignant 3,0% du PIB au T1 2023 après 0,7% en T4 2022 (faisant suite à 7 trimestres consécutifs de déficit), du fait d'un fort excédent de la balance des services touristiques (+3,5% au T1 2023) en lien avec l'accroissement continu des entrées touristiques (8,6 M fin avril ; 29 M attendus sur l'ensemble de l'année). En outre, la situation s'est aussi significativement redressée sur le front de l'inflation. Après un pic à +7,9% en août 2022, le taux d'inflation s'est constamment abaissé pour atteindre un point bas de 0,5% en mai. Cette décélération progressive s'explique pas seulement par des effets de base, mais aussi et surtout par la modération des contraintes pesant sur l'offre (coûts logistique et d'approvisionnement) et la correction des prix des matières premières au niveau mondial, en particulier du pétrole (l'inflation énergétique en Thaïlande étant même devenue négative en mai, pour la première fois depuis le début de l'année 2021). En dépit de ces conditions économiques plus favorables, les l'incertitude politique actuelle fait peser un risque accru sur l'économie thaïlandaise.

Validation par la Commission électorale des résultats des élections du 14 mai

La Commission électorale a annoncé le 19 juin (soit près d'un mois avant le délai fixé au 13 juillet) qu'elle certifiait l'élection des 500 députés élus le 14 juin dernier. Cette décision permet de relancer le processus post-électoral, en ouvrant désormais la voie à une convocation du nouveau parlement au tout début juillet. En effet, en vertu de l'article 127 de la Constitution, l'inauguration de la Chambre basse doit survenir 15 jours après la certification des résultats de la Commission électorale. La nouvelle Chambre devra ensuite procéder à l'élection de son président, dont l'issue reste néanmoins encore objet de débats et de tractations internes entre le MFP et le Pheu Thai. Le processus de désignation du Premier ministre pourra alors et seulement être enclenché. Même si cette annonce de la Commission électorale est importante car elle permet de clarifier l'agenda politique à venir, l'incertitude demeure sur la capacité des partis victorieux à former un gouvernement, en particulier dans le contexte des recours déclenchés depuis le 14 mai contre l'élection de certains députés, notamment Pita, chef du MFP qui demeure à la merci d'une procédure judiciaire d'invalidation.

Baisse de 18% du montant des investissements étrangers sur les cinq mois 2023

Sur les cinq premiers mois de l'année, le nombre de compagnies étrangères ayant démarré leurs opérations en Thaïlande a augmenté mais le montant des investissements étrangers a décliné. Ainsi, selon le ministère du Commerce, 274 entreprises étrangères se sont installées en Thaïlande sur la période (+16% g.a.) pour un montant d'investissement de 1,3 Md USD (-18% g.a.), entraînant la création de 3000 emplois. Les trois plus importants investisseurs sont le Japon (63 projets ; 450 M USD), suivi des États-Unis (48 projets pour 70 M USD) et de Singapour (46 projets ; 180 M USD), dont les investissements couvrent des domaines liés aux grands projets d'infrastructure, tels que le contrôle des puits de pétrole, la conception de systèmes électriques pour les trains et l'énergie éolienne. Environ 20% des investissements concernent la région de l'« Eastern Economic Corridor » (270 M USD), zone prioritaire de développement économique des autorités.

Philippines

Tenue du Comité économique conjoint France-Philippines

La dixième édition du Comité économique conjoint (JEC) entre la France et les Philippines s'est tenue le 20 juin à Paris. La réunion était coprésidée par le ministre français délégué au Commerce extérieur, à l'Attractivité économique et aux Français de l'étranger, Olivier Becht, et le ministre philippin du Commerce et de l'Industrie, Alfredo E. Pascual. Les deux parties ont échangé leurs points de vue sur la situation économique de leurs pays respectifs et ont convenu de renforcer le commerce et les investissements bilatéraux franco-philippins. Les deux parties ont échangé des informations actualisées sur les relations économiques de la France avec l'ASEAN et la zone Indopacifique, et ont reconnu l'importance de mécanismes tels que le SPG+ de l'UE pour promouvoir le développement durable et la bonne gouvernance, la France notant l'intérêt des Philippines pour la poursuite des négociations en vue d'un éventuel accord de libre-échange entre les Philippines et l'UE. En outre, les coprésidents se sont félicités des progrès réalisés jusqu'à présent dans les neuf domaines de coopération traités durant le JEC, à savoir 1) la mise en place d'un cadre juridique pour les prêts souverains ; 2) les infrastructures et les transports ; 3) l'aviation civile, l'aéronautique et l'espace ; 4) la sécurité énergétique ; 5) la sécurité alimentaire ; 6) l'électronique ; 7) l'industrie maritime et la construction navale ; 8) la propriété intellectuelle ; et 9) les industries créatives.

Tenue d'un séminaire maritime bilatéral France-Philippines

Un séminaire maritime bilatéral France-Philippines s'est tenu du 20 au 22 juin à Manille, dans le cadre de la 8^{ème} édition du salon PHILMARINE (événement maritime naval et offshore réunissant les acteurs privés et institutionnels du monde maritime philippin). Le séminaire, organisé par l'Autorité de l'industrie maritime des Philippines (MARINA) en partenariat avec le GICAN, a réuni une quinzaine d'entreprises françaises du secteur maritime avec des représentants d'agences gouvernementales philippines (garde-côtes, navy, autorités maritimes et portuaires), des compagnies maritimes et des chantiers de construction navale des Philippines. Dans le cadre de la journée de coopération technique, le panel a notamment eu l'occasion d'échanger sur les thèmes de (i) la sûreté et surveillance maritime (ii) la sécurité des navires et la navigation (iii) la prévention des pollutions marines et la décarbonation du secteur.

Cambodge

L'eau potable, symbole de la coopération franco-cambodgienne

La phase I de l'usine d'eau potable de Bakheng (nord de Phnom-Penh) a été inaugurée le 19 juin, en présence du Premier ministre du Cambodge et de l'Ambassadeur de France au Cambodge. Ces installations, très modernes, captent l'eau dans le Mékong et ont une capacité de 195 000 m³/jour. Opérationnelles depuis le 21 avril, elles complètent les installations existantes de la régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA), d'une capacité totale de 640 000 m³/jour. Cette usine, dont la construction avait débuté en mai 2020, est la plus grande unité de potabilisation d'eau potable au Cambodge. Les travaux ont été réalisés par Vinci Construction Grants Projets, selon une conception et sous la supervision de Suez Consulting et sous la direction de PPWSA. Outre l'usine, cette phase 1 comprend un réseau de transport et de distribution. Il a nécessité un investissement total de 247 M USD, dont 85 M USD de l'AFD, 100 M USD de la Banque européenne d'investissement, 15 M USD de l'Union européenne et 47 M USD de fonds propre de PPWSA. L'usine de Bakheng sera complétée par une deuxième phase de 195 000 m³/jour en 2024, alors qu'une troisième phase de capacité équivalente est à l'étude. On prévoit d'ailleurs que la demande d'eau à Phnom-Penh atteigne 1,8 M m³ en 2030.

Développer le solaire en toiture... mais pas trop !

Le ministère des Mines et de l'Énergie a publié une nouvelle réglementation pour l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits. Désormais, l'électricité excédentaire produite par l'installation photovoltaïque pourra être injectée dans le réseau, à condition que cela ne pose pas de problème en termes de stabilité. Une autorisation pour toute installation photovoltaïque devra être obtenue de l'Autorité de l'électricité du Cambodge (EAC), aux termes d'une évaluation sur dossier et de contrôles. Toutefois, des tarifs de « compensation » seront dus à Electricité du Cambodge et des quotas d'installation par zone seront déterminés par l'EAC. La nouvelle politique vise à répondre aux besoins de l'industrie textile, de réduction de son empreinte carbone et des coûts de l'électricité. Elle cherche officiellement à rétablir une équité entre sites disposant ou non de panneaux solaires. Enfin, elle doit permettre de garantir la stabilité du réseau de transport face à l'intermittente de cette énergie. Le développement du solaire au Cambodge, au potentiel pourtant très élevé – il représentait environ 5% du bouquet énergétique en 2022 –, prendra encore du temps. Il nécessitera aussi des investissements dans le réseau de transport (amélioration et automatisation de sa téléconduite, mais, surtout, interconnexion avec les réseaux des pays voisins).

Laos

Comment rembourser sa dette ?

Après des agences de notation, Credendo, spécialiste européen de l'évaluation du risque-pays et de l'assurance-crédit, dégrade la note du Laos de 6-7 à 7, la plus mauvaise note possible. L'entreprise considère que la dette publique totale du Laos a atteint 128,5% fin 2022 (contre 69% un an auparavant). De manière plus inquiétante, Credendo rappelle que les recettes de l'Etat laotien représentaient 12,5% du PIB alors que le service de la dette absorbe 16,5% du PIB. La forte dépréciation du kip explique pour partie cette situation, la monnaie laotienne ayant perdu 55% face au dollar entre fin 2021 et 2022 (pour mémoire, une partie de la dette laotienne vis-à-vis de la Chine est libellée dans cette devise). Cela n'explique donc qu'environ la moitié de la dégradation d'une situation déjà très difficile. La faiblesse des recettes fiscales, les déficits budgétaires récurrents, un endettement en forte hausse et un environnement économique international défavorable... ont conduit à un manque de confiance dans l'économie laotienne et la capacité de Vientiane à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires. La restructuration de la dette du Laos n'apparaît que plus nécessaire. La Chine l'a réalisé – le Laos n'étant plus en mesure de faire face à ses obligations vis-à-vis d'elle –, mais dans des conditions peu transparentes et pas de nature à améliorer la situation durablement.

Développer les paiements électroniques dans la région

La Banque nationale du Cambodge (BNC) est très active pour pousser au développement de paiements transfrontières via les systèmes par QR codes. De fait, la BNC a déjà développé son système national de compensation – Bakhong – pour les différents systèmes de paiements par QR codes, très développés au Cambodge. Il s'agissait également de réduire l'importance du système développé par ABA (Banque nationale du Canada), devenu totalement dominant sur le marché. Après un premier accord avec la Thaïlande, la BNC a donc obtenu un nouvel accord avec les banques centrales du Laos et du Vietnam. Il va permettre que les systèmes de paiement par QR codes des banques cambodgiennes soient reconnues dans ces pays, et vice-versa. La BNC espère ainsi favoriser les paiements en riel, la monnaie nationale étant largement délaissée au profit du dollar et pas seulement par les touristes. C'est assurément un élément de confort pour ces derniers et le début d'une meilleure intégration bancaire régionale... fût-elle encore modeste.

Birmanie

Nouvelles sanctions des Etats-Unis

Le Trésor américain vient de publier une nouvelle liste de sanctions ciblant trois entités gouvernementales : le ministère de la Défense et deux institutions financières publiques, la Myanmar Foreign Trade Bank et la Myanma Investment & Commercial Bank. Ces deux banques jouent un rôle important en matière de transactions financières internationales en facilitant une grande partie des échanges en devises dans le pays et, notamment, en permettant au ministère de la Défense et à d'autres entités militaires d'importer des armes et du matériel militaire.

Renforcement de la coopération russo-birmane au Forum économique de Saint-Pétersbourg

Lors du Forum économique international de Saint-Pétersbourg, organisé du 14 au 17 juin, plusieurs protocoles d'accord ont été signés entre les autorités birmanes et russes : dans le domaine de l'énergie éolienne, entre le ministère de l'électricité et NovaWind, une filiale de Rosatom, ainsi qu'avec deux autres entreprises russes pour des études de faisabilité (projet de 116 MW au centre du pays dans les régions de Magwe, Kyaukpadaung et Mandalay) ; dans le domaine financier, entre la Myanmar Payment Union (MPF) et le National Payment Card System (NSPK) de Russie visant à améliorer l'interaction entre les systèmes de paiement. Le ministère birman de l'Investissement et des Relations économiques extérieures a par ailleurs annoncé la mise en place de liaisons aériennes hebdomadaires à partir de juillet, entre Yangon et Mandalay en Birmanie et Moscou et Novosibirsk en Russie. Les discussions ont également porté sur des coopérations dans de nombreux autres secteurs : la construction de raffineries, de centrales solaires, d'usines de pâte à papier, l'approvisionnement en carburant, l'exploitation minière, les secteurs du tourisme, de l'agriculture, de l'industrie, de la culture et de l'éducation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Raphaël BADR, Esma LAOUADI, Olivia PEZARD

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité
Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*